

# SUISSE

## **Déclaration écrite du gouverneur Guy Parmelin au nom de la Confédération helvétique**

Je remercie les autorités de Bosnie-Herzégovine d'accueillir l'Assemblée annuelle de 2019 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Cette année, l'Assemblée offre aux participants la possibilité d'étudier de plus près l'Ouest des Balkans, qui a rencontré d'importants problèmes politiques et économiques au cours des décennies passées. Je salue le soutien apporté par la BERD à la coopération et à l'intégration régionales dans l'Ouest des Balkans et ailleurs. J'attache une grande valeur à la qualité du partenariat de longue date entre la Suisse et la BERD, y compris dans cette région. La Suisse et la BERD collaborent dans des domaines tels que les infrastructures municipales, l'appui au secteur privé et l'entrepreneuriat, et une croissance respectueuse de l'environnement.

La Suisse accueille avec satisfaction les solides résultats opérationnels enregistrés par la Banque en 2018 et remercie la direction et le personnel de la Banque pour leur persévérance et leurs efforts intensifs. La BERD a non seulement réalisé le deuxième volume annuel des opérations le plus important de son histoire, mais elle a surtout continué de produire un impact élevé sur la transition. Je félicite également la Banque d'avoir révisé un certain nombre de ses stratégies sectorielles et de ses politiques en matière de gouvernance, en particulier les stratégies pour le secteur de l'énergie, les opérations en monnaie locale et les marchés de capitaux locaux, ainsi que la Politique environnementale et sociale.

Si la Banque a produit des résultats opérationnels relativement solides, ses résultats financiers ont été plus contrastés. Le bénéfice net réalisé en 2018 a été inférieur aux prévisions budgétaires, ce qui, par voie de conséquence, a eu une incidence négative sur le ratio coûts/revenus de la Banque. La Suisse est particulièrement attachée au maintien par la BERD de normes rigoureuses de contrôle des coûts et de gestion budgétaire.

L'année passée a par ailleurs été marquée par des travaux analytiques et des discussions stratégiques sur les possibilités de la Banque de développer ses activités dans ses pays d'opérations. Je constate avec plaisir que les résultats de la première phase de l'Examen stratégique figurent dans le plan d'activités de la Banque pour 2019. Toutefois, je regrette que les gouverneurs ne puissent pas se pencher sur les possibilités d'accroître l'engagement de la Banque dans sa région d'opérations actuelle pour la période 2021-25 lors de l'Assemblée annuelle de cette année.

L'année à venir sera consacrée à l'élaboration du prochain Cadre stratégique et capitalistique de la BERD. Ce document sera au cœur de l'Assemblée annuelle qui se tiendra à Londres en 2020.

La Suisse soutient la résolution portant sur les travaux préparatoires pour le Cadre stratégique et capitalistique 2021-25.

Il est cependant crucial de s'entendre sur un programme d'activités bien structuré concernant le Cadre stratégique et capitalistique avant d'entamer les travaux de fond. Nous tirons cet enseignement de l'an passé : beaucoup avait été fait pour rédiger des documents stratégiques

qui n'avaient pas comblé les attentes de bon nombre d'actionnaires. Une collaboration efficace et effective entre la Direction de la Banque et les actionnaires est indispensable à cet égard.

J'apprécie que la résolution présentée aux gouverneurs sur le Cadre stratégique et capitalistique prenne dûment en compte un certain nombre d'options et ne se concentre pas uniquement sur l'expansion géographique. Pour la Suisse, l'accroissement des activités dans les pays d'opérations actuels constitue une priorité indéniable. Nous voyons pour la Banque des possibilités étendues d'apporter une valeur ajoutée dans toute sa région. La BERD possède une expérience unique de la gestion des problèmes de transition dans ces pays, un atout que je souhaite préserver pour les années à venir. Je reste très sceptique quant à une nouvelle expansion géographique. Celle-ci diluerait l'attention et les ressources, y compris les ressources humaines, consacrées par la Banque aux pays d'opérations actuels. Toute nouvelle expansion devrait être pleinement justifiée au regard de l'objectif d'ensemble des institutions financières internationales, qui est de collaborer au sein d'un système unique faisant preuve de sélectivité, de complémentarité et de coopération.

Pour mener à bien son mandat, la BERD devrait s'attacher à répondre aux besoins de ses pays d'opérations actuels dans leur transition vers des économies de marché ouvertes. Ce faisant, la Banque devrait s'appuyer sur son expertise unique en matière de développement du secteur privé, d'énergie durable, d'économie verte, de développement des marchés de capitaux et du secteur financier, ainsi que d'infrastructures municipales et environnementales.